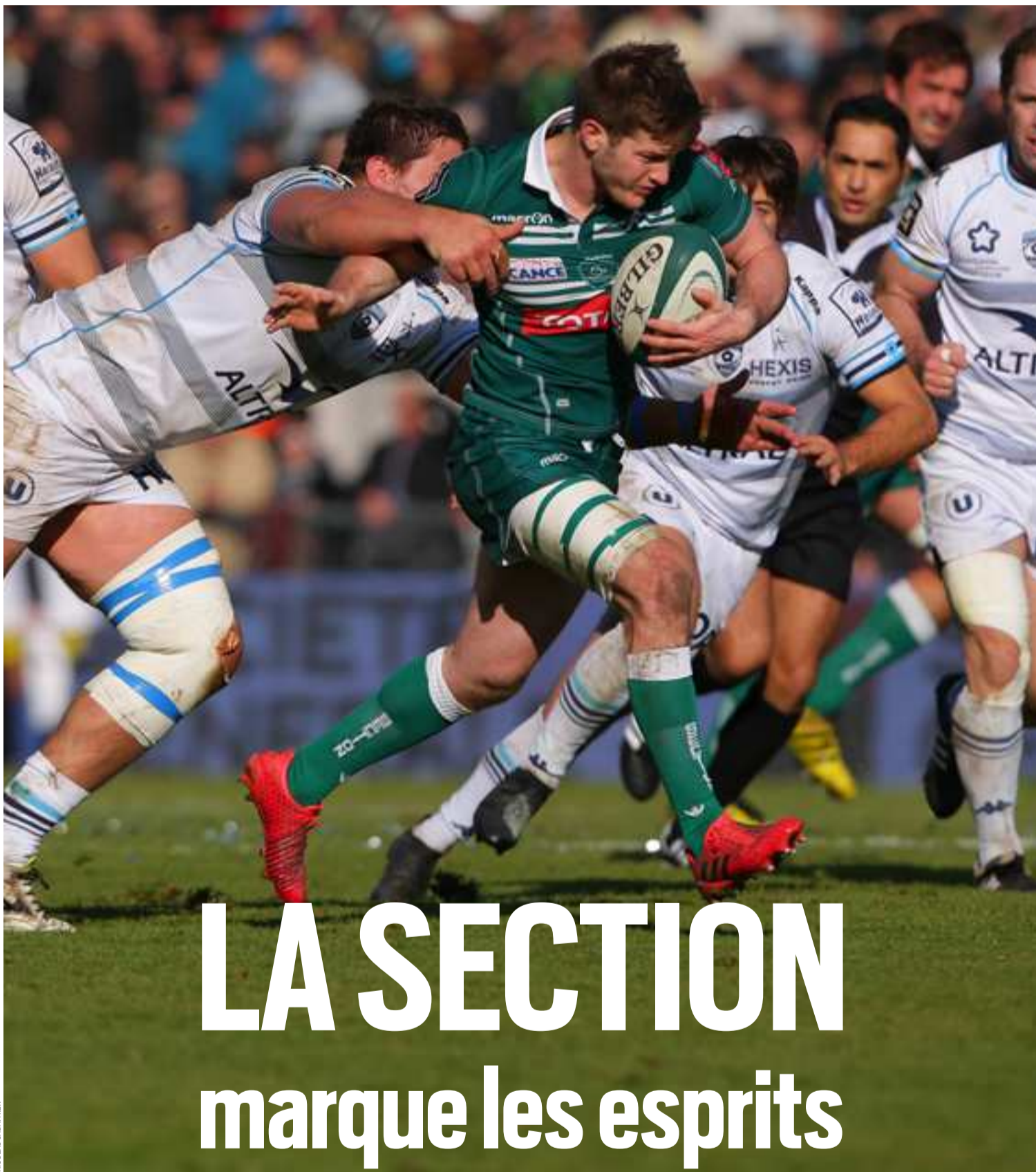


TRAVAUX - ÉVÉNEMENTS - POLITIQUE... ► **Ce qui attend les Béarnais en 2017** PAGES 2-3

Bouchons à Pau : pourquoi ça coince

ROUTES ► Les ralentissements quotidiens apparaissent de plus en plus fréquents aux heures de pointe aux entrées et sorties de ville. Plusieurs facteurs expliquent ces difficultés de circulation à Pau. PAGES 6-7



LA SECTION marque les esprits

TOP 14 ► En battant Montpellier samedi au Hameau (32-27), la Section enregistre un 3^e succès consécutif et envoie un message à ses futurs adversaires. PAGES 20-21

POLLUTION
La qualité de l'air se dégrade en Béarn

PAGE 9



DÉCEMBRE 2016
Le mois le plus sec depuis 1930 à Pau

PAGE 4

MAULÉON
Une fuite de fioul dans le gave

PAGE 4



CASTEIDE-CAMI
Une première cidrerie en Béarn

PAGE 40



France

■ VAL-DE-MARNE

Trois morts suite à un incendie suspect

L'enquête sur un incendie qui a fait trois morts samedi, dans un appartement de Fontenay-sous-Bois, s'oriente vers un probable «drame familial», selon le parquet de Créteil. Le sinistre a pris à deux endroits de l'appartement, mais la famille aurait pu s'extraire du domicile sans difficulté, a précisé un porte-parole des pompiers. Une mère et deux de ses trois enfants ont chuté du 13^e étage d'une tour en comptant 18 après les départs de feu dans leur appartement en début de soirée. Le père était absent aux moments des faits. Une troisième enfant a été hospitalisée dans un état grave, intoxiquée notamment par les fumées. Le père a été lui aussi hospitalisé en état de choc.

■ MEURTHE-ET-MOSELLE

Soupçonnée de double infanticide

Une femme de 25 ans était soupçonnée de double infanticide hier après la découverte des corps de ses deux enfants de 3 et 1 an à Nancy. La mère a appelé les secours et s'est accusée de la mort de ses filles. On ignorait en soirée où se trouvait le père des fillettes, dont la mort pourrait être due à une asphyxie, selon l'Est républicain.

■ GARD

Le toit d'une maison s'effondre

Le toit d'une maison individuelle abritant une famille de cinq personnes s'est effondré dans la nuit de samedi à dimanche à Vergèze (Gard), blessant grièvement les deux parents et plus légèrement leurs trois enfants, âgés de 15 à 18 ans. Le toit s'est effondré à 4h du matin, a priori accidentellement, a précisé le Codis du Gard. Une trentaine de sapeurs-pompiers est intervenue pendant trois heures.

■ MARSEILLE

Le corps calciné d'un homme découvert

Le corps d'un homme de 23 ans a été retrouvé calciné dans un buson des quartiers Nord de Marseille dans la nuit de samedi à dimanche. L'homme «a une blessure dans la nuque faite par arme à feu», a précisé le procureur de la République de Marseille, Xavier Tarabeux. Connu pour des faits de violences ou recels, l'homme était également connu pour infraction à la législation sur les stupéfiants.

■ AUTOMOBILE

Le marché a retrouvé la santé en 2016

Le marché auto français a retrouvé sa bonne santé en 2016 en dépassant le seuil symbolique des deux millions d'immatriculations, une première depuis 2011. La hausse des livraisons de voitures neuves s'est établie l'an dernier à 5,1%, soit 2,015 millions d'unités, indique le Comité des constructeurs français d'automobiles. Renault a vu ses immatriculations de voitures particulières bondir de 8% à 518.469 unités, grâce à sa marque «low-cost» Dacia (+13,4%).

■ PRÉSIDENTIELLE

Marine Le Pen emprunte 6M€ à son père

Marine Le Pen, candidate à l'élection, va emprunter pour sa campagne environ 6M€ à son père, qu'elle a exclu du Front national, a-t-on appris samedi auprès de sources FN. Un emprunt via le microparti du fondateur du FN, Cotelec, «avec libération progressive des différentes tranches», a déclaré son directeur de campagne, David Rachline.

François Hollande: des vœux en forme de mises en garde

Pour son dernier exercice du genre, empreint selon ses propres termes d'«émotion» et de «gravité», François Hollande (Photo AFP) n'a pas dérogé samedi à la tradition avec une allocution de vœux d'un peu moins de 10 minutes. Sur le fond, il s'en est tenu à la ligne tracée depuis son renoncement à briguer un second mandat, le 1^{er} décembre: non-ingérence dans les débats de la primaire de la gauche et mises en garde sur les projets de la droite et de l'extrême droite.

À l'adresse de François Fillon, le chef de l'État a lancé cet avertissement: «Le rôle des forces et personnalités politiques est immense, elles doivent être à la hauteur de la situation, faire preuve de lucidité, éviter de brutaliser la société.» Une allusion à la volonté du champion de la droite de supprimer 500.000 emplois publics ou de couper dans les prestations sociales alors que François Hollande s'est érigé au contraire en gardien du «modèle social» auquel les Français sont «attachés car il garantit l'égalité de tous face aux aléas de la vie et notamment la santé».

Face à la montée du FN, il a averti sans nommer Marine Le Pen: «Comment imaginer notre pays recroquevillé derrière des

murs, réduit à son seul marché intérieur, revenant à sa monnaie nationale et en plus, en plus, discriminant ses enfants selon leurs origines?» «Ce ne serait plus la France», s'est-il exclamé. Et à son propre camp, très divisé à l'approche de la présidentielle, il a lancé un appel à «écarter la dispersion» qui entraînerait «l'élimination» de la gauche.

Hollande s'est aussi à nouveau présenté en protecteur des Français face à une «menace terroriste qui ne faiblit pas». «Nous n'en avons pas terminé avec le fléau du terrorisme (...) il nous faudra continuer à le combattre. À l'extérieur, c'est le sens de nos opérations militaires au Mali, en Syrie, en Irak, Irak où je me rendrai après-demain (aujourd'hui, ndlr) pour saluer nos soldats.»

Et il s'est fait l'avocat de son propre mandat: «Les comptes publics ont été rétablis, la Sécurité sociale est à l'équilibre, la compétitivité de nos entreprises a été retrouvée, la construction de logements atteint un niveau record, l'investissement repart.» «Et surtout, le nombre de demandeurs d'emploi baisse enfin depuis un an», a-t-il souligné, même si les «résultats arrivent plus tard» qu'il ne l'avait prévu.

■ SYRIE

La trêve déjà mise en péril

Les combats entre régime et rebelles se poursuivaient hier sur plusieurs fronts en Syrie, risquant de mettre en péril la trêve parrainée par la Russie. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu jeudi à minuit, les violences, même si elles ont baissé d'intensité et restent sporadiques, n'ont en effet pas cessé et ont fait des victimes. Accusant le régime de violations, des rebelles ont menacé de ne plus respecter la trêve.

Cette cessation des hostilités, la énième depuis le début de la guerre il y a près de six ans, doit ouvrir la voie à des négociations de paix prévues fin janvier à

Astana, au Kazakhstan, sous l'égide de Moscou et de Téhéran, parrains du régime, et la Turquie, soutien des rebelles.

Soutien mitigé de l'ONU à l'accord

Réuni à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté samedi soir une résolution de compromis, qui «soutient les efforts de la Russie et de la Turquie pour mettre fin à la violence en Syrie et faire démarrer un processus politique». Mais il s'est contenté de «prendre note» des termes de l'accord parrainé par les Russes et les Turcs, en rappelant la nécessité d'appliquer

«toutes les résolutions pertinentes de l'ONU», citant la 2254 qui prévoyait, sous l'initiative de Washington, une feuille de route complète de sortie de crise.

En pleine transition politique, les États-Unis, soutiens de l'opposition au régime, n'ont pas été associés à la dernière initiative, une première depuis le début de la guerre en mars 2011. En revanche, c'est la première fois que la Turquie parraine un tel accord, grâce à son rapprochement avec la Russie de Poutine, qui veut se poser en faiseur de paix après son intervention militaire au côté du régime de Bachar al-Assad en septembre 2015.

Monde

■ BURUNDI

Un ministre assassiné

Le ministre burundais de l'Environnement a été tué par balle, hier matin dans la capitale Bujumbura, devenant le premier membre du gouvernement à être assassiné depuis que le Burundi a plongé dans une grave crise politique il y a près de deux ans. Cette crise a été provoquée par la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat et sa réélection controversée en 2015. Le meurtre du ministre, Emmanuel Niyonkuru, intervient quelques jours après que P. Nkurunziza a annoncé qu'il pourrait se présenter de nouveau en 2020. E. Niyonkuru, 54 ans, ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la Planification, a été «tué par un homme armé d'une arme à feu, alors qu'il se rendait à son domicile, vers 0h45», selon un tweet du porte-parole de la police, ajoutant qu'une femme avait été arrêtée après cet «assassinat» mais sans préciser d'autres circonstances.

■ ESPAGNE

Migrants: la clôture de Ceuta prise d'assaut

Un millier de migrants ont pris d'assaut hier la double clôture séparant le Maroc de l'enclave espagnole de Ceuta, et un policier a perdu un œil dans les heurts qui ont suivi, ont indiqué les autorités locales. Un groupe de 1.100 personnes originaires d'Afrique subsaharienne qui voulaient gagner l'Europe, s'est précipité sur la clôture haute de six mètres, vers 4h, d'une manière «extrêmement violente et organisée», a indiqué la préfecture de Ceuta. Aucun d'entre eux n'a réussi à passer de l'autre côté, sauf deux migrants, grièvement blessés, qui ont été hospitalisés à Ceuta. Lors d'un assaut similaire, le 9 décembre, près de 400 migrants avaient tenté de forcer la barrière.

■ INDONÉSIE

Incendie meurtrier à bord d'un bateau

Un incendie hier à bord d'un bateau indonésien qui transportait plus de 200 personnes et venait de quitter la côte près de Jakarta a fait au moins 23 morts et 17 disparus, des passagers paniqués n'hésitant pas à sauter à l'eau. Le bateau se rendait sur l'île de Tidung, destination touristique à 50 km de la capitale, lorsque le moteur a eu des problèmes puis a explosé, provoquant un incendie dont la fumée a bientôt envahi le bateau, a indiqué le porte-parole de l'agence nationale des catastrophes, Sutopo Purwo Nugroho.

■ GAZA

Israël ne rendra plus les dépouilles du Hamas

Israël a décidé hier de ne pas rendre à leur famille les corps de membres du Hamas palestinien tués lors d'attaques anti-israéliennes, mais de les enterrer, a annoncé le gouvernement. La décision, prise par le cabinet de sécurité, survient au lendemain de la diffusion par la branche armée du mouvement palestinien qui contrôle la bande de Gaza d'une vidéo de propagande se moquant d'un soldat israélien qu'elle dit détenir et dont Israël affirme qu'il a été tué au cours de la guerre de Gaza en 2014. Selon un communiqué publié sur le compte Twitter du Premier ministre Benjamin Netanyahu, le cabinet de sécurité a discuté de la question des dépouilles des membres du Hamas «et décidé qu'elles ne seront pas rendues mais enterrées». Le Hamas a condamné la décision israélienne sur les dépouilles, le porte-parole Fawzi Barhoum dénonçant «une occupation barbare et criminelle» de la part d'Israël. «Ces décisions ne donneront pas de résultats positifs», a-t-il prévenu dans des déclarations sans plus de précisions. Israël a procédé par le passé à l'enterrement dans des lieux éloignés non dévoilés de dépouilles d'activistes palestiniens tués.